

CHAPITRE X. — *Acquisition de biens immobiliers*

Art. 44. § 1^{er}. A l'appui de sa politique économique et à l'effet de revaloriser les zones urbaines et de lutter contre l'inoccupation des sites industriels désaffectés ou pour des raisons stratégiques, le Ministre peut, en fonction du budget, acquérir des immeubles et des terrains pour les mettre à la disposition des entreprises.

§ 2. Afin d'atteindre l'objectif formulé au § 1^{er}, le Ministre peut ordonner le développement de zones d'activité ainsi que la création, le réaménagement ou l'assainissement d'immeubles d'exploitation.

§ 3. Ces biens immobiliers sont mis à la disposition des entreprises qui ont passé à cet effet un contrat avec le Ministre.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 45. Les règlements suivants sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 1984 fixant les conditions d'octroi et déterminant les taux des subventions accordées pour l'aménagement et l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs;

2° l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 septembre 1985 fixant le mode forfaitaire de calcul du coût général d'un marché, en exécution de l'article 3, § 1^{er}, 3, de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 septembre 1984 fixant les conditions d'octroi et déterminant les taux des subventions accordées pour l'aménagement et l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs;

3° l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 mai 1993 portant l'agrément, la gestion et la subvention de terrains industriels d'intérêt local ou régional ayant un statut spécifique et de centres et d'immeubles d'exploitation;

4° l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 juillet 1994 relatif à l'agrément, la gestion et la subsidiation des parcs de recherches et des centres d'incubation et d'innovation, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 avril 1997.

Art. 46. Les demandes d'agrément et/ou de subventionnement des zones d'activité, des parcs de recherches, des centres d'entreprises, des immeubles multifonctionnels et des centres d'incubation et d'innovation qui sont présentées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont instruites suivant les arrêtés cités à l'article 45.

Art. 47. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 48. Le Ministre flamand qui a la politique économique dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2171

[C - 98/27481]

23 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 17 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998, division organique 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 avril 1996 et 24 juillet 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Considérant que le présent arrêté ne règle que des dispositions relatives aux subventions octroyées aux services;

Considérant qu'il est impératif de préserver l'équilibre financier des services;

Considérant qu'il convient de majorer les subventions pour permettre une augmentation des salaires dans le secteur privé;

Considérant que les taux de subventions destinées aux services publics et privés sont égaux;

Considérant que les subventions octroyées aux services publics favoriseront l'application de la révision générale des barèmes;

Considérant qu'il est nécessaire d'améliorer l'encadrement par des travailleurs sociaux;
Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Les montants forfaitaires de la subvention déterminée au 1^{er} alinéa de l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tels que modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 avril 1996 et 24 juillet 1997, sont portés aux montants suivants :

- au 1^o respectivement de 501,22 francs, 36,5 francs et 18,25 francs;
- au 3^o de 25,24 francs;
- au 4^o de 213,7 francs;

Art. 2. L'article 4, 4^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services tel que modifié, est remplacé par le texte suivant :

« 4^o occuper à quart-temps, dans les liens d'un contrat de travail ou soumis à un statut public, un assistant social, un infirmier gradué social ou un infirmier gradué spécialisé en santé communautaire pour 7,5 aides et moins et un employé administratif pour 10 aides et moins; les aides sont celles visées au 2^o du présent article, et leur nombre est exprimé en fonction équivalent temps plein; l'assistant social, l'infirmier gradué social ou l'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire est chargé d'effectuer les enquêtes sociales et d'assurer l'accompagnement des bénéficiaires, des aides familiales et des aides senior. »

Art. 3. Un délai de six mois est laissé à chaque service pour se conformer à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 4. Pour chaque service, le montant forfaitaire de la subvention déterminée au 1^{er} alinéa de l'article 10, 3^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tels que modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 avril 1996 et 24 juillet 1997, tel que modifié par l'article 1^{er} du présent arrêté, entre en vigueur le premier jour du trimestre où les conditions de l'article 2 du présent arrêté sont remplies durant tout le trimestre.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1998.

Namur, le 23 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2171

[C - 98/27481]

23 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 17 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1998, afdeling 17, programma 04, basisallocaties 33.65.04 en 43.65.04;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 april 1996 en 24 juli 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Overwegende dat dit besluit slechts bepalingen regelt die betrekking hebben op de aan de diensten verleende toelagen;

Overwegende dat de begroting van de diensten in evenwicht moet blijven;

Overwegende dat het bedrag van de toelagen verhoogd moet worden om een loonsverhoging in de privé-sector mogelijk te maken;

Overwegende dat de openbare en privé-diensten hetzelfde percentage toelagen ontvangen;

Overwegende dat de aan de openbare diensten verleende toelagen de toepassing van de algemene loonaanpassing zullen bevorderen;

Overwegende dat de begeleiding door de sociale werknemers verbeterd moet worden;
Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. De forfaitaire bedragen van de toelage bedoeld in het eerste lid van artikel 10 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 april 1996 en 24 juli 1997, worden verhoogd als volgt :

- onder punt 1°, tot respectievelijk 501,22 frank, 36,5 frank en 18,25 frank;
- onder punt 3°, tot 25,24 frank;
- onder punt 4°, tot 213,7 frank.

Art. 2. Artikel 4, 4°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd, wordt vervangen als volgt :

« 4° in het kader van een arbeidsovereenkomst of van een openbaar statuut, een maatschappelijk assistent, een gegradueerde sociaal verpleegkundige of een gegradueerde verpleegkundige gespecialiseerd in gemeenschappelijke gezondheid voor 7,5 helpsters en minder, en een administratief bediende voor 10 helpsters en minder kwartijds tewerkstellen; de helpsters zijn degenen bedoeld in artikel 4, 2°, en hun aantal wordt uitgedrukt in voltijds equivalenten; de maatschappelijk assistent, de gegradueerde sociaal verpleegkundige of de gegradueerde verpleegkundige gespecialiseerd in gemeenschappelijke gezondheid is belast met sociale onderzoeken en moet de begunstigden en de gezins- en bejaardenhelpsters begeleiden. »

Art. 3. Elke dienst beschikt over een termijn van zes maanden om zich naar artikel 2 van dit besluit te schikken.

Art. 4. Het forfaitaire bedrag van de toelage bedoeld in artikel 10, 3°, eerste lid, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 april 1996 en 24 juli 1997, zoals gewijzigd bij artikel 1 van dit besluit, geldt voor elke dienst vanaf de eerste dag van het kwartaal waarin de voorwaarden van artikel 2 van dit besluit vervuld zijn voor de hele duur van dat kwartaal.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1998.

Namen, 23 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 98 — 2172

[C - 98/27483]

**23 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997
relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 10, 14, 15, 24 et 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 23 juillet 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de permettre aux entreprises de travail adapté de bénéficier au plus tôt d'un encadrement supplémentaire en application des accords conclus dans le cadre des revendications des organisations syndicales du secteur non marchand;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 3, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées est remplacé par la disposition suivante :